

ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES

**DECLARATION DE LIENS D'INTERETS AYANT POUR OBJET
LA PREVENTION DES CONFLITS DANS L'ACCOMPLISSEMENT
DU MANDAT DE CONSEILLER ORDINAL**

I. LA NATURE DU CONFLIT D'INTERETS

1- Indépendance et impartialité

L'indépendance et l'impartialité constituent des principes fondamentaux qui s'imposent de façon générale à l'action de toute personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public.

Comme les autres ordres professionnels, l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, instauré par la loi du 9 août 2004, est chargé d'une mission de service public, à la fois administrative et juridictionnelle.

Les risques objectifs de manque d'indépendance ou d'impartialité apparaissent lorsque l'élu ordinal est directement ou indirectement « intéressé » par l'orientation de la délibération en cause, c'est-à-dire lorsque cette délibération peut avoir pour effet de lui procurer un avantage personnel direct ou indirect.

Ces risques peuvent également résulter d'autres situations objectives de nature à faire naître des doutes sur les garanties d'indépendance et d'impartialité.

2- Moralité et probité

L'ordre des masseurs-kinésithérapeutes veille au maintien des principes de moralité, de probité et de compétence indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie et à l'observation, par tous ses membres, des droits, devoirs et obligations professionnels, ainsi que des règles édictées par le code de déontologie prévu à l'article L. 4321-21.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
DEPARTMENT OF CHEMISTRY
5800 S. UNIVERSITY AVENUE
CHICAGO, ILLINOIS 60637

RESEARCH REPORT

REPORT NO. 1000
TITLE: [Illegible]

BY: [Illegible]

DATE: [Illegible]

ABSTRACT: [Illegible]

INTRODUCTION: [Illegible]

EXPERIMENTAL: [Illegible]

DISCUSSION: [Illegible]

CONCLUSIONS: [Illegible]



3- Notion d'intérêt

L'intérêt peut être personnel ou bénéficier à la famille de l'intéressé, à ses proches, aux personnes ou organisations avec lesquelles elle entretient ou a entretenu des relations d'affaires ou professionnelles significatives ou avec lesquelles elle est directement liée par des participations ou des obligations financières ou civiles.

Le conflit d'intérêts peut être défini comme étant « le fait, pour toute personne, de détenir des informations, de s'acquitter de ses fonctions ou de ses responsabilités, dans un sens qui pourrait, en dehors de ces fonctions ou responsabilités, l'avantager ou avantager l'un de ses proches ou l'une de ses relations, sur un plan moral, professionnel ou économique ».

La notion de conflit d'intérêt s'entend aussi de toute décision prise ou votée par un élu ordinal générant un intérêt personnel pour lui.

Ainsi entendu, le conflit d'intérêts englobe le délit spécifique de prise illégale d'intérêts, qui est une manifestation particulière du premier :

Le délit de prise illégale d'intérêts, est défini par l'article 432-12 du Code pénal : « le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende ».

II. LES PRINCIPES DE LA PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS

L'ordre est le garant du maintien des principes de moralité et de probité. L'évitement du conflit d'intérêts permet de mieux garantir l'impartialité et la probité du conseiller ordinal, titulaire d'une mission de service public.

Chaque ordre professionnel (avocats, médecins, architectes...) connaît des dispositions déontologiques qui permettent de limiter les risques de conflit d'intérêts – sans toutefois les empêcher totalement (par exemple la collusion entre certains experts de l'Agence française de sécurité sanitaire et des produits de santé et les laboratoires pharmaceutiques).

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is essential for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent data collection procedures and the use of advanced analytical techniques to derive meaningful insights from the data.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and processing, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data management, such as data quality, security, and privacy. It provides strategies to mitigate these risks and ensure that the data remains reliable and secure throughout its lifecycle.

5. The fifth part of the document discusses the importance of data governance and the establishment of clear policies and procedures. It stresses that effective data governance is crucial for ensuring that data is used responsibly and in compliance with relevant regulations.

6. The sixth part of the document explores the future of data management and analysis, highlighting emerging trends such as artificial intelligence, machine learning, and big data. It suggests that these technologies will continue to revolutionize the way organizations handle their data.

7. The seventh part of the document provides a summary of the key points discussed and offers recommendations for organizations looking to optimize their data management practices. It encourages a proactive approach to data management and continuous improvement.

8. The final part of the document concludes by emphasizing the overall value of data in driving organizational success. It states that by leveraging data effectively, organizations can gain a competitive edge, improve decision-making, and achieve their strategic goals.



Ainsi, pour le code de déontologie des masseurs-kinésithérapeutes :

- l'article R. 4321-75 du code de la santé publique interdit à un masseur-kinésithérapeute qui remplit un mandat électif d'en user pour accroître sa clientèle,
- l'article R 4321-137 du code de la santé publique empêche le masseur-kinésithérapeute qui exerce dans un service privé ou public de soins ou de prévention d'user de sa fonction pour accroître sa clientèle,
- ou encore l'article R4321-138 du code de la santé publique interdit d'accepter une mission d'expertise dans laquelle sont en jeu ses propres intérêts, ceux d'un de ses patients, d'un de ses proches, d'un de ses amis ou d'un groupement qui fait habituellement appel à ses services.

De même, le règlement intérieur du conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes indique : 11- Droits et devoirs des conseillers

« Le conseiller ordinal ne doit pas user de son mandat pour en tirer indûment avantage dans son exercice professionnel ou dans ses relations avec ses confrères. »

Et, concernant les chambres disciplinaires, l'article R. 4126-23 du code de la santé publique prévoit que le membre de la juridiction qui suppose en sa personne une cause de récusation ou estime en conscience devoir s'abstenir se fait remplacer par un autre membre que désigne le président de la juridiction.

Néanmoins, il semble nécessaire en la matière d'aller plus loin et d'apporter des améliorations par rapport à la situation de conseiller ordinal. C'est le but de la Déclaration d'Intérêts (DI).

La déclaration d'intérêts est une déclaration sur l'honneur des liens directs ou indirects avec toute entreprise ou organisme intervenant dans le champ des missions de l'ordre. Cette déclaration engage la responsabilité du déclarant qui doit s'assurer qu'elle est sincère et exhaustive.

Toutefois, la déclaration d'intérêts, outil de transparence participant directement à la qualité du mandat ordinal, ne doit constituer en aucune façon une forme de discrimination ou de stigmatisation.

La déclaration d'intérêts est souscrite au début de mandat ordinal et court pour la durée de ce mandat.

La déclaration d'intérêts revêt un caractère obligatoire. Elle est rendue publique.

Toutefois, pour des raisons de protection de la vie privée, la partie relative aux parents et proches n'est pas consultable en intégralité. Seule est disponible l'information que le déclarant a un parent ou proche ayant un lien avec une ou plusieurs entreprises dont le nom est cité.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent data collection procedures and the use of appropriate statistical techniques to interpret the results.

3. The third part of the document focuses on the importance of data security and privacy. It discusses the various risks associated with data breaches and the measures that can be taken to protect sensitive information.

4. The fourth part of the document discusses the importance of data quality and the need for regular audits and validation. It emphasizes that high-quality data is essential for making accurate and reliable decisions.

5. The fifth part of the document discusses the importance of data governance and the need for clear policies and procedures. It emphasizes that data governance is essential for ensuring that data is used in a responsible and ethical manner.

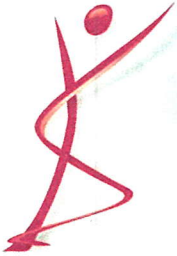
6. The sixth part of the document discusses the importance of data literacy and the need for training and education. It emphasizes that data literacy is essential for making informed decisions and understanding the implications of data analysis.

7. The seventh part of the document discusses the importance of data visualization and the need for clear and concise reporting. It emphasizes that data visualization is essential for making complex data more understandable and actionable.

8. The eighth part of the document discusses the importance of data integration and the need for interoperable systems. It emphasizes that data integration is essential for ensuring that data is shared and used across different departments and systems.

9. The ninth part of the document discusses the importance of data innovation and the need for exploring new technologies and methods. It emphasizes that data innovation is essential for staying ahead of the competition and driving growth.

10. The tenth part of the document discusses the importance of data ethics and the need for responsible data use. It emphasizes that data ethics is essential for ensuring that data is used in a way that respects individual privacy and promotes the public good.



III. LA DECLARATION D'INTERETS

Nom : Bizet

Prénoms : Rodolphe Olivier Michel

1- Activités professionnelles :

1-1 masseur-kinésithérapeute

- Exercice libéral
 - En cabinet (nom des collaborateurs et/ou associés le cas échéant)
Bianco Mathis (Amaïe).
 - Dans une autre structure (préciser)
/
 - Temps partiel ou temps plein
Temps plein
- Exercice salarié
 - En établissement (préciser)
/
 - Dans une autre structure (préciser)
/
 - Temps partiel ou temps plein
/
- Autre type d'exercice (préciser)
Kiné Perceptron au Entreprise / ostéopathe
- Retraité
 - Activités conservées (préciser)
/

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. Financial Reporting and Analysis

The second section focuses on the process of financial reporting and analysis. It details the various methods used to collect and analyze financial data, and how this information is used to inform decision-making at the highest levels of the organization.

3. Budgeting and Forecasting

The third section discusses the process of budgeting and forecasting. It explains how the organization sets its financial goals and develops a budget to guide its operations. It also covers the various techniques used to forecast future financial performance.

4. Risk Management and Compliance

The fourth section addresses the importance of risk management and compliance. It describes the various risks that the organization faces and the strategies used to identify, assess, and mitigate these risks. It also discusses the various regulatory requirements that the organization must comply with.

5. Internal Controls and Auditing

The fifth section discusses the importance of internal controls and auditing. It explains how the organization implements internal controls to ensure the accuracy and reliability of its financial reporting. It also covers the various types of audits that the organization undergoes and the role of the external auditor.

6. Taxation and Financial Planning

The sixth section discusses the importance of taxation and financial planning. It explains how the organization manages its tax obligations and how it uses financial planning to optimize its financial performance. It also covers the various tax incentives and deductions that are available to the organization.

7. Conclusion

The final section of the document provides a conclusion to the various topics discussed. It emphasizes the importance of maintaining accurate records and financial reporting, and how this information is used to inform decision-making and ensure the long-term success of the organization.

8. Appendix

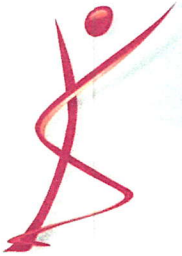
The final section of the document provides a conclusion to the various topics discussed. It emphasizes the importance of maintaining accurate records and financial reporting, and how this information is used to inform decision-making and ensure the long-term success of the organization.

9. References

The final section of the document provides a conclusion to the various topics discussed. It emphasizes the importance of maintaining accurate records and financial reporting, and how this information is used to inform decision-making and ensure the long-term success of the organization.

10. Index

The final section of the document provides a conclusion to the various topics discussed. It emphasizes the importance of maintaining accurate records and financial reporting, and how this information is used to inform decision-making and ensure the long-term success of the organization.



1-2 Autre(s) activité(s) professionnelle(s)

Préciser

2- Mandats ordinaires

2-1 Conseil National (Préciser la nature et la durée du mandat)

2-2 Conseil Régional (Préciser la nature et la durée du mandat)

Elen CIREM PACA 6 ans

2-3 Conseil Départemental (Préciser la nature et la durée du mandat)

Elen CDOMK 04 6 ans

2-4 Chambre Disciplinaire de Première Instance (Préciser la durée du mandat)

2-5 Chambre Disciplinaire Nationale (Préciser la durée du mandat)

2-6 Section des Assurances Sociales de Première Instance (Préciser la durée du mandat)

2-7 Section des Assurances Sociales Nationale (Préciser la durée du mandat)

3- Autres fonctions électives

Préciser la nature et la durée du ou des mandats, et le nom de la ou des organisations

URPS MK PACA (6 ans) élen

4- Autres responsabilités (secteur associatif par exemple)

Président CPTS H3V5 (élu 3 ans 2026 - 2029)

Président MK CPTS 04

Président Section Professionnelle CPD MKDE 04.

Président Comité Accès Aux Soins et Attractivité CTS 04

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent data collection procedures and the use of advanced analytical techniques to derive meaningful insights from the data.

3. The third part of the document focuses on the role of data in decision-making. It explains how data-driven insights can help identify trends, anticipate challenges, and optimize resource allocation, ultimately leading to more informed and effective strategic decisions.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data management and analysis. It discusses issues such as data quality, integration, and security, and provides strategies to overcome these challenges and ensure the reliability and integrity of the data.

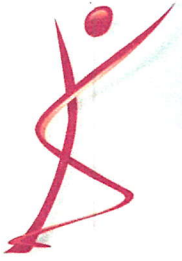
5. The fifth part of the document explores the future of data and its impact on various industries. It discusses emerging technologies like artificial intelligence and big data, and their potential to revolutionize data analysis and decision-making processes.

6. The sixth part of the document provides a summary of the key findings and conclusions. It reiterates the importance of data in driving organizational success and offers recommendations for how organizations can best leverage their data for competitive advantage.

7. The seventh part of the document includes a list of references and sources used in the research. It provides a comprehensive overview of the literature and resources that informed the analysis and conclusions presented in the document.

8. The eighth part of the document contains a list of appendices and supplementary materials. These include detailed data sets, charts, and additional information that supports the main text and provides further context for the findings.

9. The final part of the document is a concluding statement that expresses the author's appreciation for the support and feedback received during the research process. It also provides contact information for further inquiries and expresses a hope that the document will be a valuable resource for its readers.



Ele Ben CTS 04

Préciser la nature et de la durée de la ou des fonctions, et le nom de la ou des structures ou associations

5- Intéressement dans des sociétés entrant dans le champ de compétences et/ou prestataires de service de l'ordre

Préciser la nature de l'intéressement pour chaque société

/

6- Parents ou proches salariés et/ou possédant des intérêts financiers dans des sociétés entrant dans le champ de compétences et/ou prestataires de service de l'ordre

Préciser l'identité du parent ou du proche, et la nature de l'intéressement pour chaque société

/

7- Autres éléments ou faits considérés comme devant être déclarés

Préciser

*Délégation de Puissance SUMAR 04
Administration caisse locale de Guillaum (06470)
Crédit Agricole PACA.*

1917

...

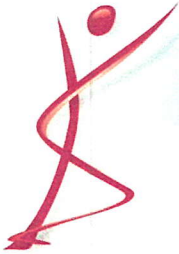
...

...

...

...

...



Ordre des masseurs-kinésithérapeutes

Conseil national - 91 bis, rue du Cherche Midi - 75006 Paris

Je soussigné, certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration. Je m'engage, en cas d'évolution de ma situation personnelle ou des intérêts mentionnés dans les différentes rubriques, à actualiser la présente déclaration.

Cette déclaration ne me décharge pas de mon obligation de me récuser d'une mission ou de me désister d'une délibération, si j'estime que j'ai des liens d'intérêts susceptibles d'être considérés comme pouvant porter atteinte à mon indépendance.

J'ai pris connaissance du fait que cette déclaration sera rendue publique, à l'exception des informations concernant mes parents et mes proches.

Fait à

Paris

Le

7/6/26

Lu et approuvé (mention manuscrite)

de et Approuvé

Signature

